



Surenchères protectionnistes, projet de proposition de loi LR visant la modification de la Constitution et la remise en cause des traités européens et conventions internationales... annonces d'un nouveau projet de loi asile et immigration...

Pourquoi une énième loi asile et immigration ?

Que demandent les associations et organisations respectueuses des Droits Humains ? Êtes-vous pour une Convention Citoyenne sur l'immigration ?

**Venez en débattre mardi 26 septembre à 20h Maison du Peuple, Salle Timbaud,
4, rue Saint Paul POITIERS
avec Marie-Christine Vergiat, co-présidente de la LDH.**

Pour la LDH, le nouveau projet de loi asile et immigration du gouvernement conduit à une négation radicale des droits fondamentaux des personnes migrantes. Il a pour objectif de radicaliser les pratiques préfectorales arbitraires et répressives : systématisation des obligations de quitter le territoire français (OQTF) et des interdictions de retour sur le territoire français (IRTF), augmentation des assignations à résidence et du nombre de centres et locaux de rétention administrative. Le projet s'inscrit délibérément dans une vision répressive dont témoigne l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées. Les personnes migrantes sont déshumanisées et considérées uniquement comme de la main d'œuvre potentielle, précaire, limitée aux métiers dits "en tension". Le projet prévoit des moyens pour empêcher d'accéder ou de rester sur le territoire, au lieu d'accueillir dignement celles et ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les conséquences du dérèglement climatique...

L'examen du projet de loi asile et immigration au Sénat, qui devait débiter le 28 mars, a été reporté par le gouvernement. Ce projet de loi était contesté par les parlementaires de gauche et de droite, dénoncé par les associations, la Défenseure des droits et la communauté scientifique. L'annonce du découpage en plusieurs textes du projet de loi semble abandonné. Des citoyen-nes, des chercheurs et chercheuses, des personnalités, des associations ont appelé le Chef de l'Etat à saisir la chance d'un débat apaisé par la tenue d'une convention citoyenne sur la migration. <https://www.ldh-france.org/sujet/etrangers/politique-de-l-immigration/>

La LDH est membre du collectif UCIJ, Unis Contre l'Immigration Jetable, qui regroupe de nombreuses organisations. <https://blogs.mediapart.fr/uni-es-contre-limmigration-jetable/blog>

Le collectif *Uni.e.s Contre l'Immigration Jetable* (UCIJ 2023) s'oppose à la politique discriminatoire du gouvernement, fondée prioritairement sur le soupçon et la répression en matière de migration et d'asile. Il revendique **une politique migratoire d'accueil digne et le respect des droits de toutes et tous.**



La LDH Poitiers est membre du collectif poitevin DNSI, D'ailleurs Nous Sommes d'Ici et des EGM86.